

## Communiqué de presse

### **Victimes sur tous les fronts du Covid-19, les commerçants de la mode demandent une réouverture très rapide !**

Luxembourg, le 22 avril 2020

Depuis le 16 mars, les boutiques du secteur de la mode restent fermées. Comme pour tous les autres commerces, les frais (loyers, personnel, assurances) s'accumulent, faisant l'objet de reports qui alourdiront les dépenses une fois la reprise. Comme pour certains autres commerces, il est difficile de ne pas perdre le lien avec nos communautés. Comme beaucoup d'autres commerces, nous sommes touchés par les gestes de solidarité émanant de nos clients, voisins et de la population en général, et nous leur en sommes très reconnaissants.

Cependant et contrairement à d'autres secteurs, nous sommes confrontés à des problèmes bien spécifiques. En tant que professionnels de la mode, nous proposons à la vente, des articles saisonniers, dont la valeur chute avec le temps. Au début de cette année, nous avons commandé et payé des articles de printemps : vêtements, sacs, chaussures, accessoires... qui aujourd'hui sont quasiment invendables, car la météo étant particulièrement clémente, ce sont les collections d'été qui devraient commencer à emplir nos rayons ! Avec les mesures de confinement, nos collections de printemps restent sur leurs tringles, ou dans nos stocks, voire, n'ont pas encore été livrées dans leur intégralité. Chaque article invendu perd un peu plus de sa valeur chaque jour.

En reprenant nos activités dès la fin avril, nos collections de printemps seront déjà presque devenues invendables et nous n'aurons d'autres choix que de les vendre à perte. Une aubaine pour la clientèle ? Peut-être... Mais ce sera surtout une perte conséquente pour les commerçants qui n'auront pas la trésorerie suffisante pour commander les collections des saisons suivantes. De plus, avec l'annulation des braderies, nous devons redoubler d'efforts pour écouler une marchandise qui n'intéressera plus grand monde, faire de la place dans nos stocks, et récupérer un semblant de liquidités.

La reprise se fera lentement, par étapes. Les chaînes d'approvisionnement ne fonctionnent plus normalement, les livraisons se feront attendre, les collections livrées risquent d'être incomplètes, les clients ne reviendront pas en masse, c'est malheureusement certain. Et surtout, il faudra commencer à rembourser les frais qui ont été « gracieusement » reportés : cotisations, assurances, et surtout, les

loyers. Pour beaucoup d'entre nous, avoir une vitrine représente 20 à 30 % de nos dépenses mensuelles. Les premiers mois de la reprise n'auront qu'un seul but : éviter de nouvelles pertes. Limiter la casse.

Pour permettre la reprise, il est essentiel de nous permettre de réouvrir nos boutiques immédiatement ! L'Allemagne a levé les interdictions d'ouverture pour les magasins de moins de 800 m<sup>2</sup>. La Belgique a commencé son déconfinement. Une fois les frontières ouvertes, plus rien n'empêchera les citoyens de faire leurs achats dans les villes limitrophes, et nous pouvons les comprendre ! Or comment accepter une telle injustice ? Les grandes surfaces profitent déjà de la vente de produits de notre secteur sans devoir faire face à quelque interdiction que ce soit ! Nous imposer de rester fermés alors que Trêves, Perl ou Sarrebruck reprennent leurs activités est incompréhensible !

Accueillir le public dans nos magasins ne peut se faire, bien sûr, sans un strict respect des règles et recommandations d'hygiène et de sécurité, et nos membres s'y sont préparés. Notre personnel a été briefé, nous avons mis en place toutes les procédures adéquates et avons acquis tous les équipements nécessaires. Bien entendu, chacun doit continuer à prendre ses responsabilités et à agir individuellement.

Concernant les aides proposées par le gouvernement, elles sont pour beaucoup une goutte d'eau dans la mer. Que sont 5.000 euros pour un commerçant qui aura avancé 100.000 euros en marchandise qu'il va devoir vendre à perte ? Une réouverture immédiate de nos commerces nous permettrait de limiter la casse, mais en aucun cas de générer des revenus suffisants pour couvrir nos frais et encore moins de rattraper les pertes déjà subies.

Dans cette logique, il est essentiel que le gouvernement propose une action claire pour une réduction des loyers commerciaux ainsi que des aides immédiates sous forme de subvention qui soient en phase avec la réalité de ce que nous vivons actuellement.

Le secteur de la mode a besoin d'énormément de soutien mais surtout, il a besoin de reprendre ses activités au plus tôt. Perdre ne serait-ce qu'une semaine face aux commerces allemands ou belges, ce serait mettre à mort les petits commerces de notre branche.

Marc Muller

Président de la FEMO